



LA FONCTION PUBLIQUE, PILIER DE LA COHÉSION SOCIALE

La semaine dernière, à la Bourse du travail, les fédérations de la fonction publique ont organisé un meeting auquel près de cinq cents militantes et militants Force Ouvrière étaient présents.

Alors que le projet de budget arrive au bout de son parcours parlementaire et devrait une nouvelle fois être adopté sans vote, avec l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution, on sait que rien de très positif n'en sortira pour les agents publics. Depuis le début, le gouvernement fait un choix clair, faire payer l'austérité aux services publics et aux agents de la fonction publique. Il s'inscrit dans une logique que Force Ouvrière dénonce depuis des années : réduction des effectifs, gel des salaires, fragilisation des carrières, transfert des conséquences sur les usagers.

Derrière les mots froids de « maîtrise des dépenses », « trajectoire budgétaire », « réduction du déficit », il y a une réalité très concrète : des postes en moins, des missions abandonnées, des services qui se dégradent, des citoyens laissés sur le bord du chemin. On nous répète qu'il faudrait faire mieux avec moins. Mais chaque poste supprimé, c'est une surcharge de travail, une dégradation des conditions de travail, une perte de qualité du service rendu.

Pourtant, davantage de services publics, c'est ce qui contribue à la cohésion sociale dans la République. Mais les fonctionnaires, qui font vivre et fonctionner les services publics, sont vus comme une vraie richesse à chaque crise, mais une fois que la crise est passée, ils redeviennent un coût budgétaire qu'il faudrait réduire!

Et le constat vaut pour les trois fonctions publiques! Moins de fonctionnaires dans la fonction publique d'État, cela se traduit dans les services par des guichets fermés, une

dématérialisation à marche forcée, des citoyens sans interlocuteur... Dans la police et la justice, ce sont des délais qui explosent, des agents épuisés, une perte de sens du travail. À l'Éducation nationale, cela se traduit par des classes surchargées, des remplacements non assurés, une école à deux vitesses. Moins d'État, ce n'est pas plus d'efficacité. C'est plus d'inégalités!

Le constat vaut aussi pour la fonction publique hospitalière. L'austérité à l'hôpital, ce sont des lits qui ferment faute de personnel, des services qui disparaissent, des urgences qui saturent. Pour la fonction publique territoriale, l'effort budgétaire atten-

du de la part des collectivités est énorme. L'État transfère les compétences mais retire les moyens. Concrètement, cela signifie des services municipaux réduits, des crèches fermées, moins d'entretien des écoles, moins de transports publics, moins d'aide sociale.

Plus d'austérité, c'est aussi toujours moins de salaire! Depuis des

années, la banquise dégèle plus vite que le point d'indice. Derrière ce gel des rémunérations, ce sont des pertes de pouvoir d'achat, des carrières bloquées, des agents qui s'appauvrissent. Une fonction publique avec des agents mal payés, c'est une fonction publique sans avenir, une fonction publique qui se vide de ses compétences, sans salaires attractifs, sans effectifs suffisants et sans perspective.

FO refuse que la fonction publique soit la variable d'ajustement permanente. Ce meeting a démontré aussi que l'action syndicale dans une organisation comme Force Ouvrière, ce n'est pas un combat perdu d'avance. 2026 sera un moment décisif. Les élections qui se tiendront à la fin de l'année sont importantes. Pour défendre nos missions, notre statut, nos services publics!

**FO refuse que
la fonction publique
soit la variable
d'ajustement
permanente**

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr